

## communiqué

Montreuil, le 18 avril 2014

### **MONTEBOURG, AUX ORDRES DU CARTEL PETROLIER, CASSE LE RAFFINAGE NATIONAL (LYONDELL, PETROPLUS, REICHSTETT, FLANDRES, etc...)**

**E**n 15 jours, le ministère de Montebourg a produit 2 communiqués de presse sur LYONDELL :

- L'un pour annoncer un repreneur solide et sérieux ;
- Le deuxième pour informer la population de la décision du propriétaire de refuser et fermer une activité industrielle et ses emplois.

Du balai Montebourg, du balai Valls, petits serviteurs dociles des brigades multinationales qui saccagent le pays, ses industries, ses emplois, étranglent et asphyxient l'économie des territoires !

Ces personnages font honte aux valeurs nobles de la politique qui est censée porter les intérêts collectifs de la population.

La France est aujourd'hui dans l'obligation d'importer ses besoins en produits pétroliers, une dépendance qui fait la « part belle » aux multinationales telles que Total, Exxon et autres, qui importent sur le marché national ce qui était avant produit sur le territoire.

La différence est dans le non-respect des règles de protection des salariés et de la population, en matière de santé, sécurité, environnement et autant de profits supplémentaires.

Pour Kem One, n'importe quel voyou de la finance était bon pour la reprise. Pour le secteur pétrolier, malgré des dizaines de repreneurs, de projets viables, des années d'engagement des militants CGT pour maintenir et développer nos industries, rien n'y fait.

Le cartel européen du pétrole, et leurs serviteurs au gouvernement, refusent tout projet entravant à chaque fois, toute reprise, tout projet d'avenir. Ils font le choix de produire ailleurs à moindre coût, sans norme environnementale, aggravant les risques, avec une augmentation des transports de produits pétroliers sur les mers, déplaçant la pollution et les risques vers d'autres populations.

L'industrie nationale est démantelée par les multinationales qui organisent la compétitivité internationale, la régression sociale pour tous les peuples, avec une seule visée, celle de leurs intérêts financiers. La complicité que leur apportent les gouvernements est un mépris pour la démocratie avec des responsables préoccupés par leur avenir et non par celui de la jeunesse, des retraités, des salariés, de la population.

Face à de tels choix politiques d'accompagnement aux multinationales qui ont pris le gouvernail du pays, il y a urgence à réagir, à agir collectivement, nous sommes en légitime défense !

Légitime défense, les chômeurs privés de travail, de salaire, les retraités au pouvoir d'achat compressé, les salariés méprisés au travail, dans leurs salaires.

Les richesses produites dans le pays sont pourtant immenses.

C'est leur utilisation qui doit être restituée pour permettre des investissements utiles pour la recherche, le développement industriel, l'emploi, le progrès social.

**Le 1<sup>er</sup> MAI, le monde du travail et la population doivent massivement se mobiliser dans les rassemblements et manifestations.**